CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{er} FEVRIER 2017

PROCES-VERBAL

L'An deux mille dix-sept, le premier du mois de février, le Conseil Municipal de la Commune de LAGORD, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Antoine GRAU, Maire de Lagord.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29.

Date de convocation du Conseil Municipal : 26 janvier 2017.

PRESENTS :

Mr GRAU Antoine, Maire. Mr COMTE Serge, Mr TURCOT André, Mr CURUTCHET Pierre, Mme FIQUET Marie-Hélène, Mr CAILLAUD Christian Mme LACARRIERE Brigitte, Mr MARTIN Bruno, Adjoints au Maire.
Mme CHAUVIN Hélène, Mr MARTIN Yannick, Mr SOUMAGNAC Jean-Paul, Mr LACORD Robert, Mr CHARLOT Clément, Mme GOURIN-TETARD Dominique, Mme GARANDEAU Christine, Mme CURUTCHET Mireille Mme AUBERT Nadège, Mr LE HENAFF Pierre, Mme ALZY Jacqueline, Mme GRIVOT Anne-Laure, Mme DU CHEYRON D'ABZAC Catherine, Mme BAUDET Isabelle, Mme LAUBRETON Maud, Mr AUDRAIN Jacques,
Conseillers Municipaux.

ABSENTS EXCUSES - POUVOIR :

Mme OERLEMANS Micheline donnant pouvoir à Mr CAILLAUD Christian
Mme BLANCHARD Armelle donnant pouvoir à Mr GRAU Antoine
Mme POUJADE Annie donnant pouvoir à Mr LE HENAFF Pierre.

ABSENTS EXCUSES SANS POUVOIR :

Mr YON Claude, Mr RUEL Damien.

Monsieur CAILLAUD Christian est nommé pour assurer les fonctions de Secrétaire.

Ouverture de la séance par Monsieur le Maire

Monsieur le Maire, après avoir constaté que le quorum était atteint, ouvre la séance et propose la candidature de Monsieur Christian CAILLAUD, Premier Adjoint, pour la tenue du secrétariat de séance.

Monsieur le Maire

Quelques informations:

Je tiens tout d'abord à saluer la présence ce soir du journal Sud-Ouest, notre quotidien préféré; ce n'est pas tous les jours que nous avons votre visite, Madame ARISTEGUI. Merci de votre présence. Nous espérons que nous aurons enfin un correspondant stable et actif. Merci donc pour votre présence.

Nous devons vous informer que le prochain conseil municipal aura lieu le 22 mars 2017, que nous devons valider deux procès-verbaux des conseils municipaux du 09 novembre 2016 et du 14 décembre: je vous rappelle que celui du 09 novembre était celui où l'enregistrement n'avait pas fonctionné. Il est donc nourri des interventions volontaires de chacun après la retranscription "au mieux", ce qui me permet de vous redire que quand vous intervenez, il faut bien que le micro soit branché.

Je vais donc commencer par celui du 09 novembre: Y a-t-il des corrections particulières ou des interventions particulières à apporter? Pas de souci particulier ? Nous considérons donc que ce procès-verbal est adopté.

Nous avons ensuite celui du 14 décembre: y a-t-il des interventions sur ce procès-verbal? Oui, Monsieur LE HENAFF.

Monsieur LE HENAFF :

Merci, monsieur le Maire.

C'est la première fois que nous avons un procès-verbal sans avoir eu le projet à examiner: or il s'avère qu'il y a dans ce procès-verbal beaucoup de scories. C'est vraiment le texte tel que nous sommes intervenus, donc nous souhaiterions, si cela était possible, de faire des observations sur ce PV, pour l'approuver lors du prochain conseil, car même pour vos interventions, il y a redondance de termes qui pourraient être supprimées, et quelques fois, cela n'est pas très compréhensible. Une relecture serait quand même nécessaire, car il y a beaucoup d'amélioration à apporter, et je demande, comme pour les PV précédents, qu'on nous soumette le projet de PV pour y apporter éventuellement des modifications, non pas sur le fond bien sûr, mais sur la forme afin qu'il soit lisible et compréhensible pour ceux qui consultent notre site Internet et qui regardent ces procès-verbaux.

Monsieur le Maire :

J'entends bien et je comprends parfaitement. Il y a une étape qui m'a échappée : je pensais qu'il avait été soumis à l'approbation de chacun, mais si cela n'a pas été le cas, nous n'allons pas le valider aujourd'hui et nous allons le rediffuser, afin que chacun puisse apporter ses correctifs, car l'actuelle retranscription est "In Extenso" sans correction particulière. Nous allons donc vous rediffuser ce procès-verbal du 14 décembre. Il est déjà diffusé donc vous nous faites remonter vos observations.

Je tiens à votre disposition le rapport d'activité 2015 du Département de Charente Maritime, qui avait été marqué par les élections départementales au mois de mars.

Un petit carnet rose : Hélène VIEL, notre directrice des services juridiques et de la commande publique est maman depuis le 11 ou le 12 janvier. Elle a eu un petit Ernest. Il y a du reste une enveloppe disponible dans le bureau de Carole, au secrétariat du maire, pour ceux qui n'auraient pas encore donné.

Le Conseil Municipal valide le procès-verbal de la séance du 9 novembre 2017.

Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour.

ADMINISTRATION GENERALE

Décisions du Maire dans le cadre de sa délégation

Vu l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2015-113 du 25 novembre 2015 portant délégation générale du Conseil Municipal au Maire,

Considérant que Monsieur le Maire rend compte à l'Assemblée des décisions prises dans le cadre de sa délégation reçue du Conseil Municipal par délibération du 25 novembre 2015 :

- Décision n°2016-156 du 9 novembre 2016 relative à l'aménagement des allées du cimetière pour un montant de 16176,81 € HT soit 19412,17 € TTC par la société RE TRAVAUX PUBLICS ;
- Décision n°2016-157 du 9 novembre 2016 relative à l'aménagement d'une clôture et d'un portail à l'école élémentaire, pour un montant de 3662€ HT soit 4394,4€ TTC par la société HALLER ET FILS ;
- Décision n°2016-158 du 21 novembre 2016 relative à l'acquisition de fournitures pour entretien de la voirie, pour un montant de 3273,14€ HT, soit 3927,77€ TTC auprès de la société IPC ;

- Décision n°2016-159 du 21 novembre 2016 relative à l'achat de deux radars pédagogiques pour un montant de 3886,45 € HT, soit 4663,74 € TTC auprès du Syndicat départemental de la voirie ;
- Décision n°2016-160 du 21 novembre 2016 relative à la mise en place d'une priorité aux bus dans le giratoire D237 – av 8 mai, pour un montant de 2910,07€ HT auprès du Syndicat départemental d'électrification ;
- Décision n°2016-161 du 21 novembre 2016 relative à l'aménagement des espaces verts des rues du Fief de la Longée et A. Carrel, pour un montant de 1265€ HT soit 1391,5 € TTC auprès de la société RIPAUD PEPINIERES ;
- Décision n°2016-162 du 21 novembre 2016 relative à des travaux d'électricité au Pôle Petite Enfance, pour un montant de 1645,53 € HT, soit 1974,64 € TTC auprès de la société CEME ATLANTIQUE ;
- Décision n°2016-163 du 21 novembre 2016 relative à des travaux de plomberie au Pôle Petite Enfance pour un montant de 2601,09 € HT, soit 3121,31 € TTC, auprès de la société CEME ATLANTIQUE ;
- Décision n°2016-164 du 24 novembre 2016 relative à des travaux pour l'aménagement de la crèche, pour un montant de 4532,90 € HT, soit 5439,48 € TTC auprès de la société SEMA ;
- Décision n°2016-165 du 24 novembre 2016 relative au changement de portes et fenêtres de l'école élémentaires pour un montant de 9850 € HT, soit 11820 € TTC, auprès de la société ERAL ;
- Décision n°2016-166 du 24 novembre 2016 relative à la liaison informatique entre deux armoires de feux tricolores pour l'échangeur de Lagord pour un montant de 2197 € HT, soit 2636,4 € TTC, auprès de la société CITEOS – GUILBAUD ;
- Décision n°2016-167 du 24 novembre 2016 relative à la signalisation tricolore du carrefour des Oiseaux de mer et du 8 mai, pour un montant de 18968,83 € HT auprès du Syndicat départemental d'électrification ;
- Décision n°2016-168 du 28 novembre 2016 relative à l'achat de 1275 chèques restaurant pour un montant de 7650 € HT auprès de la société SODEXO ;
- Décision n°2016-169 du 9 décembre 2016 relative à l'achat de 6 projecteurs Candélabre AD 1524, AD 1528 et AD 1531, pour un montant de 3363,32 € HT auprès du Syndicat départemental d'électrification ;
- Décision n°2016-170 du 9 décembre 2016 relative à l'acquisition d'une classe mobile et d'un vidéoprojecteur pour l'école élémentaire, pour un montant de 10238 € HT, soit 12285,6 € TTC, auprès de la société NOVENCI ;
- Décision n°2016-171 du 9 décembre 2016 relative à l'installation d'une liaison par fibre optique entre la Mairie et le CTM, pour un montant de 3850 € HT, soit 4620 € TTC, par la société GUILBAUD ;
- Décision n°2016-172 du 9 décembre 2016 relative à l'enfouissement de réseaux rue des Pluvers Dorés, pour un montant de 1852,37 € HT, par la société ORANGE UPR ;
- Décision n°2016-173 du 9 décembre 2016 relative à la fourniture et à la pose d'une porte à deux vantaux salle Gaston Gaillard, pour un montant de 2131,14 € HT, soit 2557,37 € TTC, par la société VERRE SOLUTIONS ;
- Décision n°2016-174 du 9 décembre 2016 relative à la révision d'un véhicule Renault Clio 1128 YH 17 pour un montant de 1149,55 € HT, soit 1379,47 € TTC par la société AUTOMOBILES PLAIRE ;
- Décision n°2016-175 du 9 décembre 2016 relative à l'achat de jardinières pour le fleurissement du carrefour des Oiseaux de mer et du Fief Nouveau, pour un montant de 15428,8 € HT, soit 18514,56 € TTC, auprès de la société ATECH ;
- Décision n°2016-176 du 9 décembre 2016 relative à l'éclairage LED pour le programme ADAP salle Gaston Gaillard, pour un montant de 1361,55 € HT, soit 1633,87 € TTC, par la société CGED ;
- Décision n°2016-177 du 15 décembre 2016 relative à l'acquisition d'un lecteur optique pour la crèche pour un montant de 1295 € HT, soit 1554 € TTC, auprès de la société SOLURIS ;
- Décision n°2016-178 du 15 décembre 2016 relative à l'acquisition du logiciel « Civil Net Elections » pour un montant de 4607 € HT, soit 5528,4 € TTC, auprès de la société SOLURIS ;
- Décision n°2016-179 du 21 décembre 2016 relative à la modernisation de l'éclairage de diverses rues pour un montant de 41374,57 € HT, par le Syndicat département d'électrification ;
- Décision n°2016-180 du 21 décembre 2016 relative à la modernisation de deux candélabres rue de la Métairie, pour un montant de 1205,38 € HT ; par le Syndicat départemental d'électrification ;

- Décision n°2016-181 du 21 décembre 2016 relative au remplacement d'un mât de candélabre AD 1098 rue Hennebique pour un montant de 1095,4 € HT, soit 1314,48 € TTC, par le Syndicat départemental d'électrification ;
- Décision n°2016-182 du 21 décembre 2016 relative à la réfection du trottoir face au supermarché avenue des Oiseaux de mer, pour un montant de 12243,35 € HT, soit 14692,03 € TTC, par le Syndicat départemental de la voirie ;
- Décision n°2016-183 du 21 décembre 2016 relative à l'extension du parking place de la Mairie, pour un montant de 13765,78 € HT, soit 16518,94 € TTC, par le Syndicat départemental de la voirie ;
- Décision n°2016-184 du 21 décembre 2016 relative à l'extension de l'impasse rue de l'Ermitage pour un montant de 20344,38 € HT, soit 24413,24 € TTC, par le Syndicat départemental de la voirie ;
- Décision n°2016-188 du 9 décembre 2016 relative à l'acquisition d'un broyeur Eliet Major Honda pour un montant de 2486,25 € HT, soit 2983,5 € TTC, auprès de la société ESPACE TARDY ;
- Décision n°2016-186 du 19 décembre 2016 relative à l'achat de 1257 chèques restaurant pour un montant de 7542 € HT, auprès de la société SODEXO.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- ***De prendre acte de ces décisions.***

FINANCES

Remboursement au bénéfice de trois familles supplémentaires des cartes de cantine non-utilisées avant la mise en place de la nouvelle facturation.

Considérant que par délibération 2016-133 du 14 décembre 2016 le Conseil Municipal a autorisé le remboursement des cartes de cantine non utilisées avant la mise en place de la facturation et ce avec une date butoir au 30 septembre 2016.

Considérant que Conseil Municipal a donné son accord afin de ne pas pénaliser ces familles en permettant le remboursement des repas des cartes de non utilisées (entièrement ou partiellement) et des tickets de 1 repas à hauteur de la valeur de leur achat, soit respectivement 3.05 € par repas pour les cartes et 3.25 € pour les tickets.

Considérant que pour être remboursé il a été précisé que les ayants droits doivent restituer les cartes et tickets non utilisés et fournir un relevé d'identité bancaire. Le remboursement ne pouvant se faire que par un virement sur leur compte.

Considérant que trois familles déclarent ne pas avoir eu connaissance qu'une date limite avait été fixée et se sont manifestées après le 14 décembre 2016 en vue du remboursement d'un total de 5 cartes de cantine (confère pièce annexe).

Un récapitulatif comportant le nom et l'adresse des bénéficiaires sera établi. La dépense dite exceptionnelle sera imputée au compte 678 « autres charges exceptionnelles ».

REGIE RESTAURATION SCOLAIRE - LAGORD

BORDEREAU REMBOURSEMENT CARTES ET TICKETS ELEMENTAIRE

DATE : 13/01/2017

PAYEUR	ADRESSE	Nb cartes	Numéro	Nb tickets	Numéro	DATE	SOMME EN ATTENTE	SOMME A REGLER	RIB
PRIOUZEAU Sonia	14, rue des Goélands 17140 LAGORD	2	5610 et 5611	0		23/09/2016		24,40 €	OUI
SAUTERAUD Sandrine	239 avenue de Lagord 17140 LAGORD	2	5187 et 5188	0		31/12/2016		24,40 €	OUI
DAMY Marie Noelle	12 rue de la butte 17140LAGORD	1	6131	0		31/12/2016		12,20 €	OUI
TOTAL		5		0			0,00 €	61,00 €	

Monsieur TURCOT:

Il y a trois familles concernées. Une date limite avait été fixée pour l'utilisation de ces cartes de cantine. Les familles se sont manifestées après, par inattention. Nous proposons donc de les rembourser sans difficulté si le Conseil en est d'accord. Cela nécessite quand même une délibération et une approbation de votre part.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- *D'autoriser le remboursement pour ces familles, à titre exceptionnel.*

Décision modificative n°1/2017– budget primitif 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver cette décision modificative du budget principal, portant à modification sur les points suivants :

Fonctionnement dépenses :

Afin de procéder au remboursement des cartes de cantine non utilisées pour trois dernières familles, il convient de prévoir la somme de 70€ à l'article 678 (charges exceptionnelles). Les crédits sont abondés par la diminution du chapitre 022 (dépenses imprévues).

Monsieur TURCOT:

Il faut donc prévoir la somme de 70,00 euros à l'article qui va bien intitulé "charges exceptionnelles", et pour abonder les crédits, nous les prendrons sur le chapitre 022 (dépenses imprévues), et qui servent à financer ce genre de petites dépenses inattendues.

Il faut donc également approuver cette décision modificative qui correspond à ce qui a été dit avant.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- *D'approuver cette décision modificative n°1/2017 du budget principal exposée ci-dessus et conformément à l'annexe jointe.*

URBANISME – SERVICES TECHNIQUES**Exploitation du Bois du Clavier par l'ONF, pour le compte de la commune.**

Délibération présentée par Monsieur Caillaud.

Vu la Décision n°2016-079 du 3 juin 2016 relative au martelage et encadrement de coupe – parc du clavier pour un montant de 2.577,72 € HT soit 3.093,27 € TTC à l'Office national des forêts, validée par délibération n°2016-69 du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2016.

Considérant que le Bois du Clavier nécessite une opération de sécurisation.

Considérant que l'ONF a été mandaté par la commune pour réaliser un plan d'entretien ainsi qu'une mission de martelage et d'encadrement de coupe.

Cette mission comprenant :

- la désignation des produits à exploiter, l'édition d'un document de cubage ,l'estimation financière des produits et l'élaboration d'un cahier des charges d'exploitation ;
- l'assistance à l'appel d'offres et l'encadrement de l'exploitation :
 - abattage et façonnage des produits, traitement des rémanents,
 - le débardage et remise en état des lieux.

Considérant que la coupe ne nécessite pas de formalité particulière au titre du code forestier

Considérant que le martelage des arbres à abattre a été réalisé par les services de l'ONF.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- ***D'autoriser Monsieur le Maire à accorder à l'ONF le droit de procéder à la commercialisation – via une vente sur pied au plus offrant – des arbres susceptibles de porter atteinte à la sécurité des promeneurs ;***
- ***De prendre acte que le produit de cette vente sera reversé à la commune.***

Déclassement dans le domaine privé de terrains nécessaires à la construction du centre de secours principal du SDIS 17.

Vu l'article L141-3 du Code de la voirie routière ;

Vu l'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L. 110-1, R. 112-5 et suivants et R. 131-3 et suivants ;

Vu les articles L. 221-1, L. 300-1 et L. 300-2 du Code de l'urbanisme ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de la Rochelle, notamment sa compétence en matière d'aménagement de l'espace communautaire et la constitution de réserves foncières ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de la Rochelle relative à la constitution d'une réserve foncière, la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire nécessaires à la création d'un centre de secours principal du SDIS sur le territoire de la commune de Lagord, en date du 26 janvier 2017.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours et le Département, en collaboration avec la Communauté d'Agglomération de La Rochelle et la commune de Lagord, projettent d'édifier un nouveau centre de secours principal, en remplacement de celui de Mireuil, sur le secteur du « Fief Nouveau » de la commune de Lagord, en limite de commune avec La Rochelle.

Le secteur choisi est situé aux abords de la RN 237, axe routier structurant de l'Agglomération de La Rochelle. Il est directement connecté à un échangeur routier. C'est pourquoi, en raison de sa localisation stratégique et unique dans le contexte de l'agglomération où le foncier est rare, ce secteur se trouve dans une position-clef pour permettre l'accueil d'un nouveau centre de secours.

Le projet est envisagé en partie sur du foncier public (du Conseil départemental de la Charente-Maritime, de la Communauté d'Agglomération de la Rochelle et de la commune de Lagord) et en partie sur du foncier privé.

Des négociations amiables ont été engagées par la CdA, cependant l'absence d'informations concernant certains propriétaires (propriétaires inconnus, successions non-réglées...) rend leur acquisition difficile.

Considérant que l'opération envisagée visant la réalisation de cet équipement collectif (le centre de secours principal du SDIS) est importante.

Considérant que dans le périmètre nécessaire au projet, se situe une partie d'une voie communale relevant du domaine public dénommée rue de Flandres Dunkerque, et qu'il y a lieu de la déclasser dans le domaine privé de la commune pour la céder à la collectivité publique qui réalisera le centre de secours principal du SDIS.

Monsieur le Maire :

Vous savez tous, nous l'avons dans nos mémoires, combien ce dossier fut compliqué, parfois un peu rugueux avec les personnels, mais nous avons abouti à un accord technique qui a validé le lieu de cette implantation, et Lagord ne peut que se féliciter d'accueillir, outre la gendarmerie, la future caserne du SDIS. Voilà. J'ouvre le débat, si certains veulent intervenir sur ce sujet. Oui, Monsieur LE HENAFF, je vous en prie.

Monsieur LE HENAFF:

Comme j'ai eu déjà l'occasion de le dire, nous nous réjouissons que la caserne des pompiers s'installe sur Lagord. Nous avons au départ une autre idée d'implantation, mais les études et divers éléments ont fait que ce terrain a été retenu.

J'ai cependant quelques petites remarques de forme :

Ce n'est que le 26 janvier que nous avons examinés cette question au conseil communautaire, et non pas le 15 décembre comme indiqué. Cette délibération du conseil communautaire que nous avons approuvé, et moi aussi, était donc de constituer une réserve foncière en vue de la construction de cette caserne de pompiers, et également lancer une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi qu'une enquête parcellaire pour lever un peu les réticences de certains propriétaires, puisque finalement au niveau des terrains de collectivités, il n'y a pas de problèmes. Comme vous l'avez indiqué, il y a quelques propriétaires inconnus, des successions non réglées, et donc il y a nécessité de lancer une déclaration d'utilité publique.

La CDA précisait que nous n'avons pas encore en l'état les éléments pour la construction même de cette caserne des pompiers. L'objectif principal et urgent était de créer cette réserve foncière.

Monsieur le Maire:

Tout à fait. Il faut savoir que c'est pour rassurer les personnels des sapeurs-pompiers que cette délibération est proposée au Conseil Communal de Lagord. Elle a été préalablement passée en Conseil Communautaire (avec une erreur de date, sans doute) pour montrer au SDIS que le dossier avance, et que nous nous en sommes saisi.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- ***De valider l'implantation du centre de secours principal du SDIS sur le secteur du « Fief Nouveau » ;***
- ***D'autoriser le Maire, une fois prononcée la déclaration d'utilité publique de la réserve foncière par Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime, à lancer la procédure de déclassement d'une partie de***

la rue Flandres Dunkerque, voie communale n° VU 202 (selon le plan joint en annexe de la présente), après bornage de la surface à céder.

Modification de la délibération 2016-135 relative au projet immobilier du Puy Mou en vue d'ajouter à l'opération de nouvelles parcelles.

M. et Mme Curutchet ne prennent pas part au vote.

Par délibération du 14 décembre 2016, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à lancer le marché public relatif au projet destiné à la redynamisation du quartier du Puy Mou sur les parcelles cadastrées ZB90, ZB87p, ZB144 et ZB65.

Les schémas élaborés par le cabinet Blanchet, annexés au dossier de Consultation des Entreprises, apportent des précisions non mentionnées dans la délibération du 14 décembre 2016.

Les modifications portent sur :

- l'augmentation de la largeur de la voirie nécessaire à l'accès de la parcelle ZB87 (qui exige une voie de 8 mètres de large) ;
- la nécessité de créer 10 places de stationnement visiteurs supplémentaires le long de la voie d'accès susmentionnée ;
- le maintien du tronçon de démarrage de la Coulée Verte qui amorce le développement à l'ouest du Puy Mou dans le domaine communal.

Ces modifications nécessitent :

- La cession d'une partie de la parcelle ZB92 à hauteur d'environ 220 m² ;
- La cession d'une partie de la parcelle ZB64 à hauteur de 130 m² environ pour la réalisation de 10 places de stationnement visiteurs ;
- La démolition des anciens sanitaires du camping, à la charge de la commune (estimée à 9439,20 €) ;
- Le retrait des parcelles ZB90 (environ 1640m²) et ZB87c (environ 540m²) afin de préserver la Coulée Verte dans le domaine communal

Ainsi, la répartition des lots 1 et 2 serait la suivante :

Pour le lot 1 : un ensemble de six parcelles pour un total environ de 8 201 m² :

- ZB 90 a : environ 2 800 m²
- ZB 90 b : environ 2 761 m²
- ZB 87 a : environ 1 310 m²
- ZB 87 b : environ 980 m²
- ZB 92 b : environ 220 m²
- ZB 64 b : environ 130 m²

Pour le lot 2 : un ensemble de deux parcelles pour un total environ de 5 912 m² :

- ZB 65 : environ 5 610 m²
- ZB 144 : environ 302 m²

Les divisions suivantes seront conservées par la commune

- ZB 87 c : environ 540 m²
- ZB 90 c : environ 1 640 m²

- ZB 92 a : environ 320 m²
- ZB 64 a : environ 13 575 m²

Les parcelles ZB 90 c et ZB 87 c seront conservées pour la création d'un espace public d'environ 2 180 m² (la Coulée Verte)

Monsieur le Maire :

Il s'agit d'une modification de la délibération que nous avons prise lors du dernier conseil municipal relative au projet immobilier du Puy Mou, qui tient au fait que la commune souhaite reprendre la main sur la réalisation de la Coulée Verte, l'axe vert structurant du projet, ainsi que sur la voie d'accès donnant sur la rue du parc pour permettre une rue plus élargie ainsi que la création de parkings.

Monsieur LE HENAFF :

Merci, Monsieur le Maire. C'est un dossier que nous avons examiné le 14 décembre dernier, et nous avons émis beaucoup de réserves sur ce projet de marché, à la fois sur le fond et sur la forme de la procédure lancée.

Je ne vais donc pas reprendre tous les arguments mais il est vrai que c'est un dossier complexe. Nous nous interrogeons sur la raison de la précipitation de ce dossier alors qu'existe une procédure judiciaire en cours. Vous savez que nous sommes très réservés sur la construction de logements sur l'ancien terrain de camping, et on nous présente encore des modifications. Cela prouve que ce dossier n'avait pas été bien mûri au départ lorsqu'on nous l'a présenté le 14 décembre. Nous ne savons pas très bien où se trouvent les parkings, comment va être l'accès à la zone (qui est maintenant dans le lot 1) entre la partie nord et la partie sud, vous coupez maintenant le terrain en trois... Il y a donc beaucoup d'impréparations dans ce dossier qui nous conduit encore à nous abstenir sur celui-ci, et ce en plus du fait que vous présentez cela comme un marché public parce que nous allons brader ces terrains, ce qui va être un coût "virtuel" pour la commune, alors que je vous avais proposé que cela soit plutôt une concession d'aménagement qui soit envisagée sur ces deux terrains.

Nous nous abstiendrons donc sur ce dossier qui semble montrer encore beaucoup d'allers retours et d'imprécisions. Nous sommes très surpris d'être amenés à faire des modifications, de rajouter des petits bouts, d'en retirer d'autres, c'est un dossier qui vraiment n'est pas bien préparé.

Monsieur le Maire:

Bien. Je vous remercie.

Je ne vais pas reprendre l'argumentaire habituel pour ce projet qui date de longtemps, qui n'est pas impréparé puisque cela fait déjà 3 ans, 4 ans ou même 6 ans dans l'opposition que l'équipe réfléchit à ce projet. Je rappelle que la commune de Lagord manque d'un centre identifié, et qu'il est apparu pertinent de développer un nouveau centre-bourg, dans le centre-bourg historique et à proximité de l'urbanisation future qui se déroulera vers le nord-ouest.

Sans reprendre tous les arguments, en ce qui concerne l'impréparation, je ne peux pas valider votre point de vue : vous êtes libre de vos opinions mais je ne peux pas le valider. Je validerai d'autant moins le terme de "brader", puisque vous savez très bien que l'accession à la propriété et le logement social ne peuvent se justifier ou se réaliser dans les communes de première couronne ou à La Rochelle même s'il existe une maîtrise du foncier qui permet d'offrir un foncier à un prix un peu plus bas que le prix du marché, celui-ci étant énorme à Lagord. C'est d'ailleurs un vrai problème. Nous avons actuellement un recensement et je ne suis pas sûr que les chiffres montrent une augmentation de la population. Je ne suis pas sûr notamment que les chiffres pour l'enfance et la petite enfance soient en évolution favorable, je pense même le contraire.

Je vous rappelle aussi que, lorsque vous parlez de "brader", même si la commune vend à un prix inférieur au marché, le delta ainsi concédé va nous permettre d'amortir la « pénalité S.R.U » au titre de laquelle nous payons actuellement plus de 100 000 euros par an, du fait de l'absence d'un nombre suffisant de logements sociaux sur la commune.

J'ai eu l'occasion de croiser récemment Monsieur le directeur de la DTTM. Je lui ai fait part de mon étonnement puisque, comme vous le savez, la commune d'Angoulins a été mise sous carence par le Préfet, ce qui montre que ce n'est pas forcément des fantasmes et que cela existe, car elle n'avait pas

respecté ses objectifs triennaux en termes de logements sociaux. Monsieur le directeur de la DTTM m'a donc informé que notre commune n'avait pas été placée sous carence à un logement près. Cela veut dire que nous sommes toujours sur une corde tendue, et que donc ce projet doit aussi permettre, comme au niveau du parc Bas Carbone, la création de logements pour de jeunes salariés, pour des familles monoparentales, ou pour nos agents par exemple. Je ne vais pas refaire cet argumentaire que je ne cesserai d'ailleurs de répéter pendant des années.

Donc « brader », non ! « Brader », c'est surtout avoir une politique volontariste. Je rappelle que cela s'accompagnera d'implantations de commerces, je rappelle que cela s'accompagnera de la création d'équipements collectifs publics (maison des associations par exemple), donc mieux vaut faire quelques petits correctifs pour que la commune garde la main sur un des axes majeurs de cette installation, qu'est la Coulée Verte.

Voilà donc ce que je pouvais dire rapidement par rapport à ce que vous nous objectiez.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention? Monsieur CURUTCHET.

Monsieur CURUTCHET :

Simplement : je ne participerai pas au vote dans la mesure où je suis administrateur de l'office HLM qui risque de répondre à la consultation.

Madame CURUTCHET :

Je ne participerai pas non plus au vote car je suis administrateur à Atlantic Aménagement.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, monsieur et madame CURUTCHET. Monsieur AUDRAIN, vous souhaitez intervenir aussi?

Monsieur AUDRAIN :

Je crois que les propos de monsieur LE HENAFF n'étaient pas de dénigrer le logement social, mais plutôt de porter l'attention sur le terrain, de faire porter à Lagord l'effort, tout l'effort ! Je pense que les constructeurs, les promoteurs, sont là aussi pour faire un effort. Cela sera aussi l'objet de l'appel public aux marchés. Que seul Lagord fasse l'effort, c'est ce qui nous choque un peu, d'autant plus que dans le compte rendu du 14 décembre, il est précisé que les efforts financiers vont porter en particulier sur la cession du foncier. Là, clairement, l'objectif est raté ! Si vous laissez le foncier pour récupérer de la capacité d'autofinancement, minimiser le prix, c'est à dire ne pas le vendre à perte mais diminuer fortement sa valeur, c'est un objectif raté, à mon sens.

Monsieur le Maire :

Monsieur TURCOT pour expliciter ce point ?

Monsieur TURCOT :

Oui, juste un petit point là-dessus. Le maire l'a indiqué mais peut-être ne l'avez vous pas complètement saisi sur le sens de ses propos : en fait, cela ne nous coûte rien, cette minoration du foncier. En effet celle-ci, qui est à la charge de la commune, vient en dégrèvement de la fameuse pénalité des quelques 100 000 euros que nous payons chaque année. Autrement dit, si nous faisons une réduction du prix des terrains à hauteur de 40 000,00 euros, au lieu de payer 100 000,00 euros, nous ne paierons que 60 000,00 euros. Ce type d'opération vient en minoration. Donc pour la commune, cela ne lui coûte rien. Après, c'est un choix de politique, mais cela n'a pas de coût financier sous cet angle là, c'est à dire sur l'aspect foncier que vous venez d'évoquer.

Monsieur le Maire :

Je voudrais aussi compléter: nous n'allons pas tout axer sur le logement social puisqu'il y a aussi du logement "marché libre" qui va être proposé, de mémoire 13 ou 14 logements, et surtout du logement accessible à la propriété, au nombre de 20, pour installer des jeunes familles aux revenus modestes qui vont s'installer de façon pérenne avec leurs enfants. C'est donc un triptyque complet qui ne concerne pas que le logement social.

Monsieur LE HENAFF, je vous en prie.

Monsieur LE HENAFF :

Merci, Monsieur le Maire. Dans nos interventions, nous n'avons jamais critiqué le fait qu'il y ait des logements sociaux sur ce secteur. Le 14 décembre, simplement, nous avons posé une question sur la répartition de ces logements sociaux puisque sur l'ancien terrain de camping, il n'est prévu aucun logement social, et que l'objectif à atteindre (40% de logements sociaux sur toute opération), vous l'avez calculé sur les deux parcelles. En revanche, nous n'avons jamais contesté le fait qu'il y ait des logements sociaux pour respecter les règles imposées aux communes dans le cadre de la loi SRU.

Notre objection est plutôt de construire des logements sur l'ancien terrain de camping, et comme vous l'aviez indiqué, vendre ces parcelles à un prix nettement inférieur au prix du marché.

Monsieur le Maire:

Monsieur TURCOT vous a expliqué qu'il n'y avait pas en fait une réelle minoration ni de pertes excessives. Y a-t-il d'autres demandes d'interventions sur ce sujet ?

Nous avons bien noté que Monsieur et Madame CURUTCHET ne participaient pas au vote.

Je vous propose donc de voter:

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide 01 voix Contre, 05 Abstention et 19 voix Pour :

- *D'approuver les décompositions des lots 1 et 2 exposés ci-dessus ;*
- *D'autoriser le Maire à faire procéder aux bornages et découpages parcellaires suivant le schéma ci-joint ;*
- *D'autoriser la démolition des sanitaires situés sur la parcelle cadastrée ZB64b et prendre en charge ces travaux.*

Bornage et échange de terrains dans le cadre de l'opération des Jardins Partagés.

Vu la délibération n°2016-88 du 28 septembre 2016 autorisant l'acquisition de la parcelle agricole AB 303 en vue de la réalisation du projet des Jardins partagés ;

Vu l'accord écrit par lequel Mme Meyer consent à un échange de parcelles, en date du 16 janvier 2017 ;

Considérant que la Commune de Lagord a fait l'acquisition de la parcelle agricole AB 303 d'une superficie de 26 570 m², par un acte authentique en date du 11 janvier 2017.

Considérant que la commune souhaite procéder à des divisions parcellaires dans la parcelle AB 303 :

- a) En vue de permettre l'échange avec la parcelle AB 742 appartenant à Mme Meyer afin d'y réaliser les Jardins Partagés sur une surface d'environ 6 590 m², en vertu de l'accord écrit susvisé.
- b) Et dans la continuité des parcelles AB 739 et AB 741 pour un élargissement de la chaussée en vue de créer une piste cyclable.

Considérant que Mme Meyer a donné son accord pour un échange de parcelles à surface équivalente dans la parcelle AB 303, suivant le schéma joint.

Considérant que les dépenses liées à ce projet sont prévues au budget primitif 2017 de la commune.

Madame GARANDEAU :

Dans le cadre de la création de jardins partagés, la commune a acquis la parcelle en rouge, en haut à gauche. La commune a été actée propriétaire le 11 janvier de cette année. Une discussion a eu lieu avec la propriétaire de la parcelle en vert, madame MEYER, au dessus des serres, qui a accepté un échange, de sorte que les Jardins Partagés pourront être créés sur cette parcelle, en proximité immédiate des serres, avec beaucoup de facilités pour le parking, la récupération d'eau et plein d'autres choses.

Il a donc été proposé à madame MEYER de conserver l'équivalent de sa parcelle en créant cette surface sur la parcelle dont la commune a fait l'acquisition.

D'autre part, dans l'idée de pouvoir aménager la piste cyclable tout du long de la rue (il y avait déjà des réserves faites ici en bas de deux petites parcelles peu visibles), et sur l'échange proposé à Madame MEYER, dans la création de sa nouvelle parcelle, il y aura là aussi une réserve de sorte que l'on puisse construire une piste cyclable permettant d'atteindre les Jardins Partagés.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame GARANDEAU.

Des questions particulières sur ces Jardins Partagés ? Monsieur AUDRAIN, oui.

Monsieur AUDRAIN :

Première question: est ce que le projet de voie de chemin de fer passe le long de la zone en rouge ?

Monsieur le Maire :

Elle passe à coté.

Monsieur AUDRAIN :

Seconde question : Madame MEYER, âgée de 84 ans,

Monsieur le Maire :

Monsieur AUDRAIN, pardonnez-moi de vous interrompre, ne m'en veuillez pas. Je voulais juste compléter : le fuseau ferroviaire qui nous a été indiqué est un fuseau grossier qui actuellement fait l'objet d'une étude supplémentaire au niveau de la communauté d'agglomération sur cette portion là. Pour l'instant donc, il est très difficile de le préciser. Dans le premier fuseau présenté, il passe un petit peu à gauche de la zone. Excusez-moi.

Monsieur AUDRAIN :

Deuxième question : est ce que Madame MEYER, âgée de 84 ans, a été informée de la situation et des discussions qui portaient sur le projet ?

Madame GARANDEAU :

Madame MEYER est une personne que j'ai rencontrée il y a déjà plus d'un an, avec laquelle j'ai eu beaucoup de rendez-vous, accompagnée de son mari. Il y a eu également des échanges avec ses enfants en ce qui concerne ce projet. Elle est parfaitement informée, il y a eu un rendez-vous ici en mairie avec Monsieur le Maire et les services techniques pour lui expliquer ce que nous souhaitons faire, et c'est donc avec son accord tout à fait entier qu'elle a accepté d'échanger sa parcelle.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- ***D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'échange des terrains exposé par la présente délibération ;***
- ***De prendre acte qu'un bornage et découpage parcellaire seront réalisés ;***
- ***D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à l'échange de la parcelle AB 742 de Mme Meyer avec une partie de la parcelle AB 303 selon le plan ci-joint ;***

- **De confier à Me Desfosses – Moreau l'élaboration et l'authentification des actes relatifs à cet échange.**

COMMANDE PUBLIQUE

Attribution de la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de voirie et de gestion des eaux pluviales de la rue des Maraîchers.

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu la délibération n°2015-113 du 25 novembre 2015 portant délégation générale du Conseil Municipal au Maire ;
Vu la délibération n°2016-114 du 9 novembre 2016 relative au marché public de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de voirie et de gestion des eaux pluviales de la rue des Maraîchers ;
Vu l'avis favorable rendu par la commission MAPA le 24 janvier 2017.

Considérant que la rue des Maraichers est en travaux depuis l'année 2015 ; qu'après les travaux d'enfouissement des réseaux aériens et la réfection des réseaux d'assainissement et pluviaux, reste à terminer les travaux d'aménagement de surface et les travaux de gestion de des eaux pluviales sur le bassin versant du Lignon.

Considérant que, pour ces travaux, la commune souhaite se faire assister par un bureau d'études spécialisé dans le domaine de la voirie et de la gestion des eaux pluviales conformément à la délibération n°2016-114 prise le 9 novembre 2016.

Considérant que l'appel public à la concurrence pour ce marché de maitrise d'œuvre a été lancé le 21 décembre 2016 avec un retour des candidatures le 18 janvier 2017.

Considérant qu'après analyse des offres, le candidat désigné le mieux disant est A2i Infra, sis à La Rochelle, pour un montant de 41 820 € HT.

Monsieur le Maire :

Bien. Il s'agit de la dernière étape d'un chantier important au niveau du Lignon, qui est la rue des Maraîchers, d'un montant total autour des 1 million d'euros, et il y aura très prochainement, le 16 février, une réunion en concertation avec les riverains pour concerter sur le projet.

Merci. Y a-t-il des demandes d'interventions sur ce sujet ? Oui, monsieur LE HENAFF.

Monsieur LE HENAFF :

Merci, Monsieur le Maire.

Je participai à cette commission MAPA, donc effectivement nous avons donné un avis favorable à l'attribution de ce marché à A2i Infra, car il y avait un point qui était très important dans le choix, qui était la gestion des eaux pluviales sur le bassin versant du Lignon. C'est l'un des éléments qui nous a incité à donner un avis favorable à la proposition d'A2i Infra.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- ***D'approuver le choix du candidat retenu ;***
- ***D'autoriser M. le Maire à signer, exécuter et régler le présent contrat ;***
- ***D'autoriser M. le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce marché.***

Signature d'une convention portant adhésion à un groupement de commandes pour les petits travaux de voirie.

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la délibération n°2015-113 du 25 novembre 2015 portant délégation générale du Conseil Municipal au Maire ;

Vu la convention constitutive du groupement de commandes ci-annexée ;

Considérant que dans le cadre de sa politique d'achats en vue d'obtenir de meilleures propositions financières, la commune de Lagord envisage de se regrouper avec les communes de Périgny, Nieul-sur-mer, Saint-Xandre et Dompierre-sur-Mer pour la passation d'un accord-cadre de prestations en marché de travaux de petits entretiens de voirie communale ;

Considérant que cet accord-cadre est prévu pour des travaux de moins de 100 m² sur une durée de 1 an reconductible 2 fois et pour des montants de travaux annuels au minimum de 1 000 € et au maximum de 100 000 € ;

Considérant que la procédure consiste en un accord-cadre à passer par chaque membre du groupement de commandes au terme d'une procédure organisée par un coordonnateur, en application de l'article 28 de l'ordonnance relative aux marchés publics ; que le coordonnateur du groupement sera la commune de Périgny, qui agira en tant que pouvoir adjudicateur ;

Considérant que la présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Considérant que l'accord-cadre est passé avec un seul opérateur économique avec un lot unique ;

Considérant qu'il n'est pas institué de commission d'appel d'offres pour le groupement ; qu'une commission technique sera cependant mise en place ; que celle-ci sera composée du coordonnateur ou de son représentant et des membres désignés par chaque établissement adhérent au groupement ; qu'elle sera chargée de préparer l'ensemble des opérations de sélection de l'entreprise la mieux-disante ;

Considérant que chaque membre du groupement s'engage à conclure, au terme des procédures organisées dans le cadre du groupement, un marché correspondant à ses besoins propres avec le cocontractant choisi par la commission technique du groupement ou désigné au terme des négociations ;

***Ces explications entendues et après en avoir délibéré :
Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :***

- D'autoriser la constitution d'un groupement de commandes auquel participeront les collectivités locales précitées ;***
- D'approuver les marché de travaux de petits entretiens de voirie communale pour les besoins propres aux membres du groupement ;***
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous les documents y afférents ;***
- D'accepter que la commune de Périgny soit désignée comme coordonnateur du groupement ainsi formé ;***
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les marchés à intervenir dans la cadre du présent dossier.***

RESSOURCES HUMAINES

Approbation de la convention CDG.

Vu les dispositions de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Charente-Maritime en date du 31 mars 2016 fixant les modalités et les tarifs d'intervention de la mission de démarche en matière de prévention auprès des collectivités affiliées et non-affiliées au Centre de Gestion ;

Vu la circulaire du 25 juillet 2014 et l'accord cadre sur la prévention des risques psychosociaux ;

Vu la démarche de diagnostic local des risques psychosociaux initiée au sein des services de la collectivité ;

Considérant que le service Hygiène, Sécurité au travail et prévention des risques professionnels du Centre de Gestion de la Charente-Maritime a été sollicité pour l'élaboration de ce diagnostic local ;

Vu la convention précisant la nature de la mission, les modalités et conditions financières entre le Centre de Gestion de la Charente-Maritime et la Commune de Lagord ;

Monsieur COMTE :

C'est une délibération concernant une convention relative à l'intervention du service "Hygiène, Sécurité au travail et Prévention des risques Professionnels" du centre de gestion de Charente Maritime pour une mission d'accompagnement de démarche de prévention des risques psycho-sociaux. Suite à un certain nombre de signalements qui nous ont été rapportés, et en concertation avec les représentants du personnel et du CHSCT de la collectivité, nous menons depuis le milieu de l'année dernière une démarche de diagnostic concernant les risques psycho-sociaux.

A cet effet, nous avons sollicité le Centre de Gestion de la Charente-Maritime pour l'élaboration de ce diagnostic et notamment le service "Hygiène, Sécurité au travail et Prévention" qui met à notre disposition un psychologue du travail.

C'est le sens de la convention qui vous est proposé en délibération et à votre approbation, en soulignant que des missions d'interventions ponctuelles complémentaires en psychologie du travail, en accompagnement collectif et en ergonomie pourront être confiées au même service en cas de besoin. Ces décisions ponctuelles seront prises par Monsieur le Maire dans le cadre de sa délégation.

Voilà, Monsieur le Maire

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup. Y a-t-il des demandes d'interventions sur ce sujet ? Oui, Madame DU CHEYRON, je vous en prie.

Madame DU CHEYRON :

C'est un domaine qui m'intéresse beaucoup, et je voulais savoir si ce diagnostic est en cours, et s'il y aura possibilité d'avoir les résultats de celui-ci ou restent-ils confidentiels ?

Monsieur COMTE :

Pour le moment, le diagnostic est en cours d'élaboration. Il y a une deuxième phase d'entretiens avec les services ou individuellement. A la suite de cela, nous allons entrer dans l'élaboration des diagnostics et les fiches d'action à mettre en place. Je pense que nous réunirons la commission du personnel pour informer du résultat de ces études qui ne sont pour le moment pas encore suffisamment abouties pour pouvoir en faire une communication au niveau du conseil municipal.

Monsieur le Maire :

Il y a un questionnaire qui a été adressé il y a pas mal de temps à l'ensemble du personnel, avec des résultats qui sont à prendre en considération, et nous sommes donc dans la deuxième démarche qui consiste en rencontres, individuelles ou par équipes comme l'a dit monsieur COMTE, qui doivent ensuite déboucher sur des préconisations. Je pense effectivement que la commission du personnel informera les conseillers municipaux, notamment sur les préconisations qui vont être retenues.

Oui, monsieur LE HENAFF, je vous en prie.

Monsieur LE HENAFF :

Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons noté plusieurs fois qu'il y avait un malaise dans le personnel communal, nous ne pouvons donc qu'approuver qu'il y ait un diagnostic sur les risques psycho-sociaux. Vous nous en avez expliqué les raisons.

Il est donc bon qu'il y ait des mesures qui soient prises pour que le personnel communal puisse travailler dans de bonnes conditions, cela ne peut être que positif.

Monsieur le Maire :

Oui. Il faut prendre ce problème en considération et nous sommes extrêmement vigilants sur ce sujet-là. Et comme le dit monsieur COMTE qui peut peut-être le dire tout seul...

Monsieur COMTE :

Je soufflais à Monsieur le Maire qu'autour de nous, un certain nombre de communes ont les mêmes problématiques. Ce n'est pas un phénomène lié à Lagord uniquement, mais c'est un phénomène qu'il y a à Lagord, et donc nous le prenons véritablement en considération.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- ***D'approuver la convention annexée à la présente ;***
- ***D'autoriser Monsieur le Maire à la signer, ainsi qu'à signer ses éventuels avenants ;***
- ***De prendre acte que des missions d'intervention complémentaires en psychologie du travail, en accompagnement collectif et en ergonomie pourront être confiées au même service en cas de besoin. Ces décisions ponctuelles seront prises par Monsieur le Maire dans le cadre de la délégation accordée par le Conseil Municipal.***

VIE ASSOCIATIVE

Demande d'acompte de subvention 2017 pour le centre Socio-Culturel.

Vu les articles L. 2121-29 et L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 tendant à assurer la transparence des relations entre les associations subventionnées et les collectivités territoriales (dite loi Joxe) ;

Vu la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (dites loi Sapin) ;

Vu la loi n°2001-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2015-137 en date du 16 décembre 2015 par laquelle a été adoptée la convention régissant les relations entre le Centre Socioculturel et la Commune de Lagord ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2016-13 en date du 30 mars 2016 par laquelle a été adoptée la convention quadripartite liant le Centre Socioculturel, la Commune de Lagord, la CAF et le Conseil Départemental ;

Considérant que le Centre Socioculturel remplit une mission d'intérêt général, et a reçu à ce titre l'agrément de la CAF de 2012 à 2016 ;

Considérant que la convention cadre régissant les relations entre le Centre Socioculturel et la Commune de Lagord pour l'année 2017 est en cours de rédaction ;

Considérant que le Centre Socioculturel ne peut assurer ses missions sans financement de la commune ;

Considérant qu'au titre de l'exercice 2016, le Centre Socioculturel s'était vu attribuer par la commune une subvention de 165 000 euros ;

Considérant que le versement de cette subvention au titre de l'exercice 2016 a été effectué en trois fois, aux mois de janvier, mai et juillet 2016 ;

***Ces explications entendues et après en avoir délibéré :
Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :***

- ***D'accorder au Centre Socioculturel un premier acompte de 55 000 euros sur la subvention qui lui sera accordée au titre de l'année 2017.***

Demande d'acompte de subvention 2017 pour l'association Capaunis.

Vu les articles L. 2121-29 et L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 tendant à assurer la transparence des relations entre les associations subventionnées et les collectivités territoriales (dite loi Joxe) ;

Vu la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (dites loi Sapin) ;

Vu la loi n°2001-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le courrier adressé par Monsieur Hervé Panon, président de l'association Capaunis, à Monsieur le Maire.

Considérant que l'association Capaunis remplit une mission d'intérêt général ;

Considérant que l'association Capaunis fait, actuellement, face à une situation financière délicate ;

Considérant que l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2017 ne sera soumise à l'approbation du Conseil Municipal qu'en mars 2017 ;

Considérant qu'au titre de l'exercice 2016, l'association Capaunis s'était vue attribuer une subvention de 22 000 euros ;

Monsieur COMTE :

Il y a toujours un "creux de vague" à certains moments dans les trésoreries ; au mois de septembre, les adhésions, après février, mars, avril où il y a un certain nombre de manifestations qui sont organisées par ce club, qui font des rentrées d'argent. Il y a donc toujours un petit passage à vide en trésorerie. Donc ici, une demande d'avance de trésorerie sur subvention que nous proposons de 7 000,00 euros sur une hypothétique subvention qui est habituellement de 22 000,00 euros. A noter à ce sujet qu'il y a un loto organisé par Capaunis samedi prochain à la salle polyvalente, donc je vous enjoins d'y participer.

Monsieur le Maire :

Et comme la presse est là, nous allons dire que nous sommes dans une opération de rénovation et de réfection de l'ensemble des bâtiments du club de football, qui dépend de La Rochelle, de L'Houmeau et de Lagord, mais dont Lagord entretient à sa charge l'ensemble des équipements en dur (bâtiments, terrains, etc.). Voilà.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- **D'accorder à l'association Capaunis un acompte de 7 000 euros sur la subvention qui lui sera accordée au titre de l'année 2017.**

ENVIRONNEMENT

Accompagnement et valorisation de la biodiversité par la LPO.

Vu le courrier de la LPO en date du 12 décembre 2016.

Considérant que la LPO est un acteur associatif national, implanté sur 79 départements, qui œuvre pour la préservation de la nature via des projets d'actions locaux, en lien avec de nombreux partenaires ;

Considérant qu'en 2017, avec le soutien de l'Union européenne (FEDER : Fonds européen de développement économique régional), la LPO propose d'accompagner des communes en Poitou-Charentes sur l'appropriation et la prise en compte des enjeux de biodiversité notamment en s'appuyant sur la définition de la trame verte et bleue au sein de leur territoire ;

Considérant que, à cette fin, la LPO propose un accompagnement sur 9 journées, qui aura pour objectifs :

- L'acquisition de connaissances faunistiques actualisées,
- Le partage des connaissances et des enjeux naturalistes avec les élus et les citoyens,
- La création de nouveaux maillons de trame verte et bleue.

Considérant que la LPO propose de mener les actions suivantes :

- réaliser un inventaire faunistique (d'avril à juillet),
- synthétiser les connaissances et développer une analyse patrimoniale,
- hiérarchiser et cartographier les enjeux naturalistes,
- contribuer à la sensibilisation des citoyens (sortie nature, concours photos...),
- valoriser ces travaux auprès des citoyens (conférence à l'automne 2017),
- identifier des espaces communaux pour y créer un REFUGE LPO Collectivités (maillon de la trame vert et bleue).

Considérant qu'un document de synthèse des travaux sera rendu à la commune en fin d'année 2017.

Considérant que, financée par le FEDER, cette action d'accompagnement est gratuite pour les communes.

Madame GRIVOT :

En décembre 2016, nous avons été sollicités par la LPO qui nous a proposé de nous accompagner sur l'appropriation et la prise en compte des enjeux de biodiversité, notamment en s'appuyant sur la définition des trames vertes et bleues au sein de notre territoire. C'est un accompagnement qui est pris en charge grâce au soutien de l'Union européenne, c'est un fond FEDER, ce qui permet d'accompagner quelques communes qui ont répondu présent. Nous ne sommes pas les seuls: il y a également La Jarrie, Clavette, Angoulins, Saint Xandre, et ils nous proposent un accompagnement sur neuf journées, qui aura pour objectif l'acquisition de connaissances faunistiques actualisées (un diagnostic de la faune), le partage des connaissances et des enjeux naturalistes avec les élus et les citoyens, la création de nouveaux maillons de trame verte et bleue.

Monsieur le Maire :

Merci, Anne-Laure. Juste pour préciser que nous aurons l'occasion dans les prochains conseils municipaux de délibérer sur les orientations d'aménagement et d'orientation "trame verte" et "trame bleue" dans le cadre du plan d'urbanisme intercommunal.

Y a-t-il des questions sur ce sujet ? Oui, monsieur LE HENAFF.

Monsieur LE HENAFF :

Nous nous réjouissons que la LPO s'intéresse à l'environnement de Lagord. Il y a beaucoup d'oiseaux qui vont sur les arbres de l'ancien terrain de camping, nous souhaiterions que la LPO s'interroge sur ces oiseaux : comment vont-ils se comporter lorsqu'il y aura des constructions dans l'ancien terrain de camping.

Monsieur le Maire :

Alors, ils ne seront pas du tout perturbés car sur les 70 arbres, il y en a 7 ou 8 qui disparaissent, et donc le paysage arboré va rester pérenne. De plus, comme les habitants leurs jetteront un petit peu de pain et quelques friandises, ils seront encore plus nombreux qu'avant.

Monsieur AUDRAIN :

Si vous le permettez, le lotissement en cours de construction à quelques centaines de mètres de chez nous (le projet Bouygues), a fait fuir la quasi totalité de la faune. Je suppose donc que les constructions qui auront lieu sur l'ancien terrain de camping réduiront à néant toute faune et toute flore sur cette zone là. Aussi je propose, si vous le souhaitez bien, que l'intervention de la LPO ne se réalise que l'année prochaine, après les travaux.

Madame GRIVOT :

C'est en fait un diagnostic sur toute la ville de Lagord, donc si nous devons à chaque fois reporter en fonction des travaux, je crois que nous ne ferons jamais ce diagnostic.

Monsieur le Maire :

Mais vous m'avez l'air particulièrement renseigné puisque vous avez fait un inventaire de la faune avant les travaux et après les travaux, je suis très admiratif.

Monsieur AUDRAIN :

Disons que c'est à quelques centaines de mètres de notre domicile, qu'il suffit de se promener et de regarder ce qu'il s'y passe, de voir les oiseaux qu'il pouvait y avoir sur le site. Sur l'ancien camping, vous avez de la fauvette, des corbeaux, des tourterelles, vous avez des rossignols, vous avez trois couples de tourterelles et de pies sur la place qui jouxte nos résidences: il y a donc une faune, effectivement.

Monsieur le Maire :

... Et ils avaient survécus à 50 mobil-homes qui émanaient des gaz, du diesel. Mais là, vous ne parliez pas du camping.

Madame LAUBRETON :

Non, mais là, c'était seulement pour retourner le couteau dans la plaie, car effectivement, le camping, depuis qu'il n'est plus occupé, j'y vais de temps à autres et je vois ma chienne qui lève pas mal d'oiseaux sauvages qui sont venus se poser dans cet endroit.

Donc si la LPO intervient, il serait bien de créer une zone, un espace pour permettre les nidifications. Il y a des oiseaux en voie de disparition parce que cela manque de haies, d'arbres, de choses comme cela

Monsieur le Maire :

Dans la trame verte et bleue dont je vous parlais, il y a un certain nombre de dispositions pour protéger effectivement les animaux.

Monsieur CURUTCHET.

Monsieur CURUTCHET :

A une plus grande échelle sur le PLUI, nous travaillons globalement sur la faune au niveau de la CDA. Il y aura donc des espaces de protection de faune et de flore ainsi que des corridors de biodiversité, c'est à dire qu'il ne s'agit pas seulement d'avoir des espaces protégés, il faut avoir des liaisons. Dans le cas présent et à plus petite échelle, les réservoirs vont être le parc CHARRIER et les arbres qui seront conservés dans le secteur, nous avons aussi le Bois de la Boularde et entre les deux, nous allons faire une liaison, la fameuse coulée verte, faite pour avoir des arbres, de la végétation, et beaucoup d'animaux qui s'y promènent. Nous allons donc relier deux espaces avec ce système là.

Monsieur CAILLAUD :

Oui, simplement nous sommes très attachés à planter des arbres, et à chaque fois que nous sommes obligés d'en détruire pour des raisons racinaires ou parce qu'ils sont morts, etc., nous faisons le nécessaire pour en replanter, et je voulais simplement vous rappeler que la rue des Pluviers Dorés ne possédait pas d'arbres, et lorsque nous allons la refaire, elle en sera dotée d'une vingtaines pour l'ensemble de la rue.

Ces explications entendues et après en avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- *D'autoriser M. le Maire à donner une suite favorable à la proposition de la LPO d'accompagner la Commune en vue de valoriser son patrimoine naturel.*

Monsieur le Maire :

Je crois que nous en avons terminé avec l'ordre du jour, assez court pour une fois, et nous allons passer aux questions orales, qui nous ont été soumises par l'opposition, et par monsieur LE HENAFF.

QUESTIONS ORALES

1°) Etat de la chaussée rue du Moulin Benoist

Monsieur LE HENAFF :

Merci, Monsieur le Maire.

Deux questions; la première sur l'état de la chaussée de la rue Moulin Benoist.

Cette rue est complètement défoncée, son état est déplorable suite aux travaux sur le lotissement Bouygues des Jardins du Moulin. En commission voirie, la réfection de cette chaussée n'a pas été évoquée ; nous voulions donc savoir si cela était prévu, bien sur en attendant la fin des travaux de ce lotissement, mais est-ce que Bouygues, qui est responsable en grande partie de cet état déplorable de la chaussée, va financer la réfection de celle-ci ?

Monsieur CAILLAUD :

Madame POUJADE et vous-même faites partie de la commission voirie. Il y a peut-être eu une omission, ou nous nous sommes peut-être trompés, mais il y a un plan pluriannuel dont la rue du Moulin Benoist fait

partie. Nous avons déjà parlé de la rue des Cerisiers, on pourrait parler de toutes les rues de Lagord, car il y a un héritage qui est un peu lourd pour certains endroits.

Pour répondre tout de suite à cela, elle fait partie du PPI, du plan pluriannuel, qui ira en 2019 de la rue de la Rivagerie à la rue François VIET, ce qui fait environ 240 mètres pour un coût de 448 000,00 euros.

Pour répondre plus précisément à ce que vous avez dit, simplement un petit rappel : le projet a été mis en place par l'ancienne mandature. Un constat d'huissier a été réalisé avant les travaux, et un autre sera fait à la fin des travaux. Donc si des dégradations sont la conséquence des travaux Bouygues, elles seront réparées par ce dernier. Cependant, vous le savez très bien et les habitants aussi, cette rue était fortement dégradée avant que les travaux commencent.

Donc cette rue est bien inscrite dans le PPI.

Il y a quelques photos "avant" et "maintenant" au 01/02/2017. Vous voyez que le trottoir, qui n'est pas très joli, ne l'était pas plus avant les travaux. S'il y a des petits travaux à réaliser, nous les ferons, mais nous préférons faire l'intégralité de la rue. Si Bouygues a fait des dégradations supplémentaires, bien évidemment, il les réparera.

Notre politique à nous, c'est de vraiment marquer les entreprises, quel que soit les travaux qu'elles font, pour que les dégradations qui sont faites sur le domaine public soient payées par elles. Nous avons déjà quelques soucis avec les gens qui ont fait des clôtures, nous allons les voir en leur signalant que ce n'est pas à la commune de payer, même si bien sûr, cela est contrôlé par la commune. Nous y attachons une grande importance.

2°) Retour d'expérience suite à l'installation des feux sur l'avenue du 8 mai au rond-point d'accès à la rocade.

Monsieur LE HENAFF :

Merci pour cette réponse.

La deuxième question concerne les feux au rond-point avenue du 8 Mai, au niveau de la rocade. Quel en est le bilan au bout de quelques mois de cette expérimentation, et de savoir si ces feux seront maintenus lors du projet futur d'aménagement de l'avenue du 8 Mai. Ces feux seront-ils conservés ?

Monsieur le Maire :

Nous allons faire un petit historique de cette expérimentation de carrefour à feux. Elle a débuté en juillet 2016. C'est un projet initié conjointement par le département, et porté financièrement par la commune, par l'agglomération, le département et l'Etat.

L'objectif principal initial était de supprimer les remontées de files sur les bretelles de la rocade qui étaient extrêmement accidentogènes. Cet objectif a été atteint très rapidement, mais la commune a constaté que le réglage initial des feux basé sur une proposition d'un bureau d'études spécialisé posait des problèmes au niveau des entrées, le débit était faible, et effectivement en début d'expérimentation, il y a eu des situations très mauvaises.

Avec la communauté d'agglomération, nous avons donc repris la main sur le réglage des feux, qui reste une compétence communale, pour améliorer la situation, et en septembre-octobre, des améliorations ont été apportées par les services techniques pour fluidifier la circulation sur l'avenue du 8 Mai.

La communauté d'agglomération et la commune ont aussi mandaté un autre bureau d'études pour analyser la situation en octobre, qui a remis ses préconisations le 24 novembre 2016, et le réglage actuel a été installé. Ce réglage est commun à tous les feux et le rond-point. Il a apaisé la circulation et a permis sa fluidité depuis l'avenue du 8 Mai vers le rond-point.

En décembre et janvier, de nouveaux comptages ont été faits par le département, et nous venons juste de recevoir le rapport. Un énorme travail est d'ailleurs programmé la semaine prochaine sur ce dossier.

Des débuts donc parfois assez chaotiques, mais avec des réglages fins, une situation qui me semble être progressivement rentrée dans l'ordre. Je ne sais pas quel est votre sentiment, mais pour l'utiliser fréquemment et parfois aux heures de pointe, nous ne rencontrons plus les mêmes difficultés qu'avant.

Pour ce qui est de l'étude du passage en deux fois deux voies, plus une voie bus centrale, elle est en cours, menée par le département. Nous ne maîtrisons pas son calendrier, un avant projet est prévu au premier trimestre 2017, mais nous n'avons pas de visibilité sur les phases suivantes.

Va-t-on conserver et pérenniser ces feux avec cette nouvelle configuration? Il n'y a pas de choix déjà fait. Ce que nous savons, c'est que le rond-point va rester le même, ovoïde, avec une prise de vitesse rapide et une difficulté d'introduction, une difficulté de sortie. Nous serions pour notre part plutôt favorable au maintien de ces feux sur la rocade, y compris avec un dispositif 2x2 voies plus la voie bus centrale, mais rien n'est acté dans l'immédiat.

Voilà, je pense avoir dit l'essentiel. Il m'a semblé aussi que l'installation, l'ouverture de la rue des Oiseaux de Mer avant Noël a permis de minimiser un effet tampon au niveau du rond-point en bas, et il me semble que cela a peut-être dû aider à l'amélioration du trafic. C'est l'impression que nous avons.

Monsieur LE HENAFF :

Je vous remercie pour ces précisions. Il est vrai que ces feux ont amélioré la situation, c'est très net, et puis les ajustements ont fait que la situation est meilleure maintenant qu'au tout début.

Monsieur le Maire :

Nous allons donc noter votre réponse. Merci.

L'ordre du jour est terminé. Je vais donc clore la séance, et traditionnellement, nous proposons aux personnes du public qui le souhaite de poser des questions de pouvoir s'exprimer maintenant.

La séance est levée à 20H42

Lagord le 1^{er} février 2017

Le secrétaire de séance,
Christian CAILLAUD

Le Maire,
Antoine GRAU.